



**PRÉFET
DU VAL-
DE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction interdépartementale et régionale de l'environnement,
de l'aménagement, et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale du Val-de-Marne

Service risques et installations classées
12-14 rue des Archives
94000 Créteil

Créteil, le 20 mars 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GEOVIVA

Rue Charles Péguy

94190 Villeneuve-Saint-Georges

Références : DRIEAT-IF/UD94/SRIC/PADVME/2024/GP/n°132GR
Code AIOT : 0006522004

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/02/2024 dans l'établissement GEOVIVA implanté rue Charles Péguy 94190 Villeneuve-Saint-Georges. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre du suivi de la mise en demeure n° 2023/03482 du 26 septembre 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GEOVIVA
- Rue Charles Péguy 94190 Villeneuve-Saint-Georges
- Code AIOT : 0006522004
- Régime : Enregistrement

La chaufferie a été construite en 1986 et fait partie intégrante du réseau de géothermie de Villeneuve-Saint-Georges. Elle est composée :

- d'un bâtiment abritant 3 chaudières:

- 2 chaudières fonctionnant au gaz et au fioul lourd de 1 972 kW chacune
- 1 chaudière au gaz de 2 673 kW
- d'un bâtiment constitué de 2 pompes à chaleur de 400 kg chacune.

D'abord classée à déclaration, l'installation, suite à une extension, est maintenant classée selon la 2910-A-1 à enregistrement avec une puissance thermique totale de 20 MW.

L'arrêté préfectoral n°2021/00019 du 5 janvier 2021 acte le passage à l'enregistrement de l'installation.

Contexte de l'inspection :

- Suivi d'une mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Foudre	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 25	Levée de mise en demeure
2	Renforcement des articles 18, 19, 21 et 28 de l'arrêté du 3 août 2018	Arrêté Préfectoral du 11/01/2023, article 2.1.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite, l'inspection a constaté que la mise en demeure n° 2023/03482 du 26 septembre 2023 a été suivie d'effets.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Foudre
Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre les dispositions relatives à la protection contre la foudre de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.
Constats : Lors de sa demande d'enregistrement, le pétitionnaire a communiqué une analyse du risque foudre (ARF) réalisée par 1G Foudre le 23/01/2020. Cette étude a conclu que le risque d'incendie dans le bâtiment chaudière était inacceptable (un risque supérieur à 10^{-5}), nécessitant la mise en place d'un système de protection de la foudre (SPF) de niveau IV. Le risque est issu de la composante RB, ie un risque lié aux dommages physiques sur la structure. En conséquence, l'exploitant a fait réaliser une contre-expertise par l'APAVE en date du 13 mai 2022 qui concluait que le risque lié à un incendie dans le bâtiment chaudière était, en l'état, acceptable et ne nécessitait pas de mesures complémentaires. Lors de sa visite, l'inspection a échangé avec l'expert APAVE, afin d'identifier le point de divergence entre les deux rapports, et vérifier si le risque foudre est maîtrisé. Il relève que l'étude initiale par 1G Foudre : <ul style="list-style-type: none">• considérait un volume combustible de forme cubique, générant une évaluation très majorante par rapport à la charge combustible liée aux dimensions réelles du bâtiment ;

- la densité de foudroiement retenue n'est pas conforme aux dispositions normatives, en l'espèce il a été retenu le maximum décennal à l'échelle départementale, alors que la norme prévoit de prendre la moyenne décennale à l'échelle communale.

En conséquence, en prenant les dimensions complexes du bâtiment, et la densité de foudroiement de 0.82 ngs/km²/an, le risque incendie lié à un impact foudre est de l'ordre de 10⁻⁶, inférieur à 10⁻⁵.

Ainsi le risque foudre est acceptable, et ne nécessite pas de mesures complémentaires.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Renforcement des articles 18, 19, 21 et 28 de l'arrêté du 3 août 2018

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2023, article 2.1.2

Thème(s) : Risques accidentels, Renforcement des articles 18, 19, 21 et 28 de l'arrêté du 3 août 2018

Prescription contrôlée :

[...]

2. installer un "point d'eau incendie" (P.E.I) : une citerne d'incendie ou une bouche/un poteau d'incendie:

[...]

dans le cas de l'implantation d'une bouche/un poteau incendie:

implanter, selon les dispositions de la norme NF S 62-200, une bouche ou un poteau d'incendie DN 100 de débit unitaire 6 m³/h, conforme aux normes NF EN 14384 ou NF EN 14339 ;

identifier et signaler le P.E.I conformément aux dispositions du RIDDECI susvisé.

Constats :

L'inspection a constaté la mise en place du point d'eau incendie au niveau de l'entrée de l'installation.

Type de suites proposées : Sans suite